

AVIS PUBLIC

Règlement 707-108 modifiant le règlement de zonage numéro 707 afin d'autoriser la construction de garage en sous-sol dans les zones du groupe agricole (A)

Aux personnes intéressées des zones A-101; A-102; A-103; A-104; A-106; A-107; A-201; A-202; A-203; A-204; A-205; A-206; A-210; A-211; A-212; A-213; A-214; A-215; A-225; A-230; A-301; A-302; A-304; A-305; A-306; A-309; A-313; A-314; A-315; A-316; A-317; A-501; A-521 et A-627.

Le 5 février 2018, le Conseil a adopté le second projet de ce règlement.

1. Objet du projet et demandes de participation à un référendum

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 janvier 2018 sur le premier projet de règlement numéro 707-108, le conseil municipal a adopté un second projet de règlement, lequel porte le numéro 707-108 et le même titre que celui mentionné en rubrique. Ce second projet de règlement modifie le règlement de zonage numéro 707.

Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de la zone visée et des zones contiguës à celle-ci, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Chacune de ces dispositions est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone.

2. Objet et secteur visé par ce projet de règlement

AUTORISER LA CONSTRUCTION DE GARAGE EN SOUS-SOL DANS LES ZONES DU GROUPE AGRICOLE (A)

Secteur visé / zones concernées

A-101; A-102; A-103; A-104; A-106; A-107; A-201; A-202; A-203; A-204; A-205; A-206; A-210; A-211; A-212; A-213; A-214; A-215; A-225; A-230; A-301; A-302; A-304; A-305; A-306; A-309; A-313; A-314; A-315; A-316; A-317; A-501; A-521 et A-627.

Toutes les dispositions du présent projet de règlement sont susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter de la zone concernée et des zones suivantes qui lui sont contiguës : I-105; I-207; I-208; C-209; C-220; I-221; I-222; I-223; I-227; C-228; C-229; I-231; P-308; I-311; I-312; P-318; I-319; M-401; P-420; P-421; H-422; H-425; H-426; P-427; P-430; C-458; H-463; M-466; M-467; M-468; H-483; H-487; H-488; H-489; C-502; P-506; P-514; M-516; H-520; P-522; P-526; P-523; C-527; P-533; H-536; C-540; P-550; H-552; H-557; H-563; H-567; H-571; M-574; M-575; H-577; P-578; H-617; P-636; H-640; H-643; H-644 et H-649.

L'illustration des zones peut être consultée au bureau de la municipalité ou sur le site internet de la ville à <http://www.ville.varenes.qc.ca/citoyens/avispublic>.

Une telle demande vise à ce qu'un ou des articles de ce règlement contenant ces dispositions soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

3. Conditions de validité d'une demande

Pour être valide, toute demande doit :

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- Être reçue au bureau du greffier de la municipalité **au plus tard le 21 février 2018.**

Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

4. Conditions pour être une personne intéressée

Est une personne intéressée :

Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 5 février 2018.

- Être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
- Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.

Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 5 février 2018.

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois;
- Avoir produit ou produire en même temps que la demande un écrit signé par le propriétaire ou l'occupant demandant l'inscription sur la liste référendaire le cas échéant.

Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 5 février 2018.

Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois ;

- Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. La procuration doit avoir été produite ou être produite avec la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

Avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 5 février 2018.

- Est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est pas frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- Avoir produit ou produire en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

5. **Absence de demande**

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront pas fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. **Consultation du projet**

Le second projet peut être consulté au bureau du greffier de la Ville, au 175, rue Sainte-Anne où toute personne peut en prendre connaissance aux heures régulières de bureau.

Donné à Varennes, ce 13 février 2018.

Le directeur des Services juridiques et greffier,
Me Marc Giard, OMA